

de Ubeda, Audrey-Anne; Gourdon, Julien

Research Report

Conflit Russie - Ukraine : quelles conséquences sur les économies africaines ?

FERDI Note brève, No. B233

Provided in Cooperation with:

Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI),
Clermont-Ferrand

Suggested Citation: de Ubeda, Audrey-Anne; Gourdon, Julien (2022) : Conflit Russie - Ukraine : quelles conséquences sur les économies africaines ?, FERDI Note brève, No. B233, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/269840>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

Conflit Russie - Ukraine : quelles conséquences sur les économies africaines ?

JULIEN GOURDON

AUDREY-ANNE DE UBEDA

- ➔ JULIEN GOURDON, Économiste Senior, Agence française de développement et Senior Fellow Ferdi.
- ➔ AUDREY-ANNE DE UBEDA, Responsable de la gestion et de la coordination des programmes de recherche de la Ferdi.

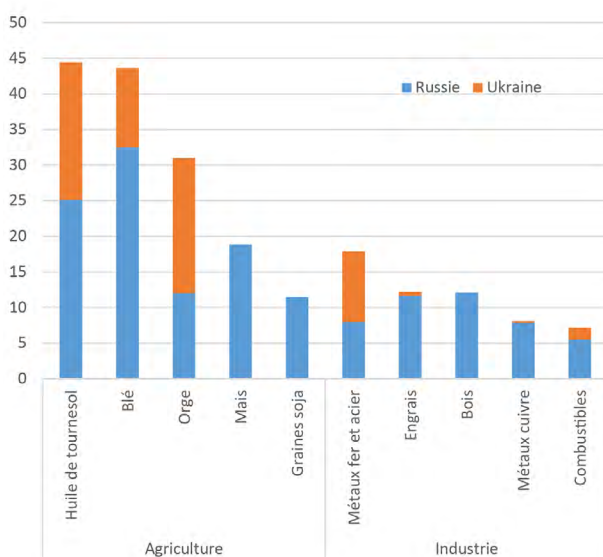
Plus d'un mois après le début de la guerre en Ukraine et alors que le conflit s'enlise, la situation pourrait devenir intenable pour les pays d'Afrique. Les questions de l'approvisionnement et de la dépendance de certaines économies africaines aux marchés russe et ukrainien constituent le premier point de tension, aux conséquences immédiates. Parallèlement, l'envol des prix des biens alimentaires et de l'énergie constituent une sérieuse menace pour la sécurité alimentaire. Enfin, compte tenu de leur environnement macroéconomique dégradé, de nombreuses économies africaines n'ont que peu de marge de manœuvre pour soutenir leur population et font face à une forte tension budgétaire.

► Un problème d’approvisionnement

La dépendance aux exportations ukrainiennes et russes de produits agricoles mais aussi d’énergie et de matériaux nécessaires à la production d’infrastructures est devenu un problème de taille depuis le début de la guerre pour certaines économies du continent africain. En plus d’être producteurs de gaz naturel et de pétrole, la Russie et l’Ukraine comptent au total pour près de 30 % de la production globale de blé et 80 % de l’huile de tournesol.

Les pays africains ont importé pour 4 milliards de dollars de produits agricoles en provenance de Russie en 2020 et pour 3 milliards de dollars en provenance d’Ukraine. Le blé représentait 69% de ces importations, le maïs 21% et l’huile de tournesol 6%, l’orge 3% et le soja 4%. Parmi les principaux pays importateurs se trouvent l’Égypte, qui comptabilise à elle seule près de la moitié de ces importations, suivie du Soudan, du Nigeria, du Maroc, de la Tunisie, de l’Algérie, de la Libye, du Kenya, de l’Afrique du Sud et de l’Éthiopie.

Figure 1 : Part des importations en provenance de Russie et d’Ukraine dans les importations totales du continent africain



Source : calcul sur base UN Comtrade (moyenne 2016-2020)

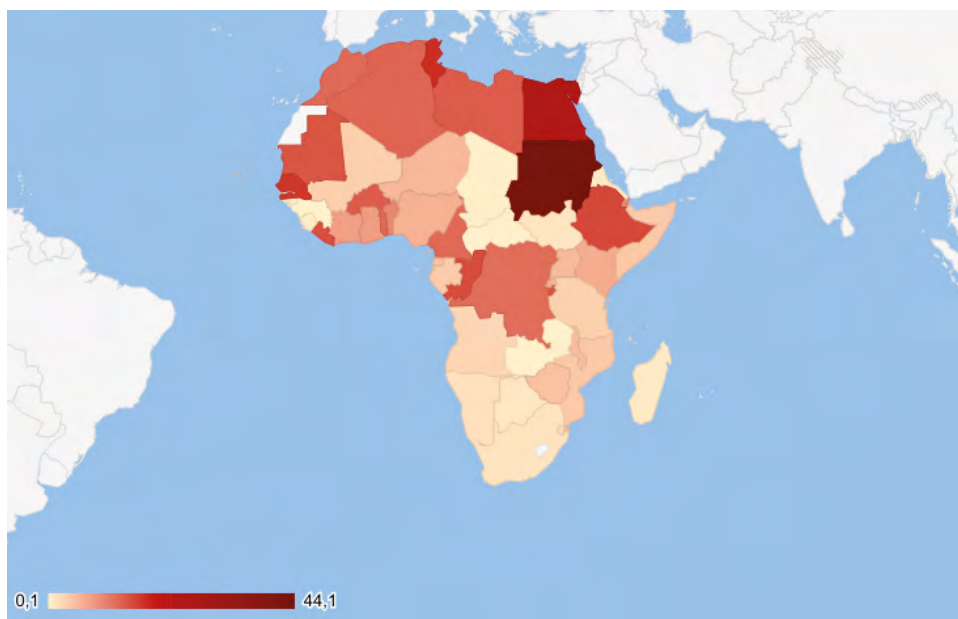
Au-delà du montant même de ces importations, il faut s’intéresser à la part qu’elles représentent dans les importations totales du continent pour saisir le caractère stratégique de ces biens et au poids des importations en provenance d’Ukraine et de Russie dans les importations totales pour prendre la mesure de la dépendance des pays africains à ces deux économies. L’Éthiopie et l’Afrique du Sud sont par exemple d’importants importateurs d’huile de tournesol et de maïs russe et ukrainien mais ne sont pas en situation de dépendance, ces importations ne représentant que 10% de leurs importations totales de ces biens.

Comme l’illustrent les Figure 1 et 2, le continent africain dans son ensemble est particulièrement dépendant des économies ukrainienne et russe pour certains biens alimentaires tels que le blé et l’huile de tournesol (environ 45%), l’orge (30%) et dans une moindre mesure le maïs et les graines de soja (moyenne 2016-2020).

L’Ukraine et la Russie sont également exportateurs vers l’Afrique d’autres produits dont les exportations sont impactées par la guerre, tels que le soufre, les combustibles minéraux, les produits chimiques et les engrais, essentiels à la production agricole, ou encore les matériaux en fer, acier ou cuivre utilisés pour les infrastructures. La dépendance envers la Russie et l’Ukraine est moins marquée pour ces types de biens (entre 5 et 20% des importations) mais des tensions seront perceptibles à court terme, le temps pour les pays concernés de trouver d’autres fournisseurs à même répondre à leurs besoins, ces catégories de biens représentant environ 25% des importations totales du continent.

Parmi les économies du continent les plus affectées, on retrouve notamment les pays dont les importations en provenance de Russie et d’Ukraine représentent plus de 30% de leurs importations totales et concernent des produits qu’ils importent en quantité (plus de 10% de leurs importations). C’est le cas notamment du Soudan, de l’Égypte, mais aussi de la Tunisie, de l’Éthiopie ou d’économies d’Afrique de l’Ouest.

Figure 2 : Dépendance des économies africaines aux exportations russes et ukrainiennes (en moyenne sur la période 2016-2020)



Source : calcul des auteurs sur base UN Comtrade (moyenne 2016-2020)

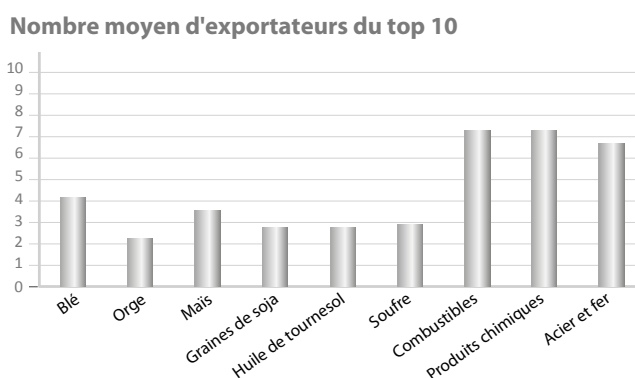
Cette exposition de leur économie est parfois très importante pour les biens stratégiques que sont le blé, le maïs et l'huile de tournesol. Ces trois biens représentent dans certains cas jusqu'à 20% des importations alimentaires nationales et proviennent à plus de 50% des marchés russe et ukrainien. La situation pose déjà des défis pour l'Égypte, premier importateur mondial de blé, avec plus de 12 millions de tonnes par an. Le pays a annulé le 24 février un appel d'offre en raison du tarif élevé proposé par les fournisseurs, près de 400 dollars la tonne.

Certaines des économies du continent n'ont que peu d'options d'approvisionnement alternatives (Figure 3). La Russie et l'Ukraine représentent collectivement la quasi-totalité de la production de blé de l'Union européenne. Ainsi, parmi les pays fortement dépendants des exportations ukrainiennes et russes de blé, certains tels que le Bénin, la Libye, Madagascar, le Soudan, le Togo, l'Angola, la Côte d'Ivoire, ou le Mali n'ont de liens qu'avec deux ou trois exportateurs mondiaux et font face à des alternatives d'approvisionnement limitées. Cette situation est également observée pour des produits tels que le maïs ou l'huile de

tournesol. La plupart des exportateurs du top 10, susceptibles de répondre aux besoins des marchés africains aussi bien pour les produits alimentaires que pour les produits industriels, se situent en Europe (France, Allemagne), en Europe de l'Est (Hongrie, Bulgarie et Roumanie) et en Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada).

Cependant, cette lecture statique de la situation ne préfigure en rien de la dynamique qui se profile, et notamment des possibles restrictions aux exportations à venir. L'Argentine, faisant le

Figure 3 : Alternatives d'approvisionnement auprès d'autres exportateurs



Source : calcul sur base UN Comtrade (moyenne 2016-2020)

choix de la sécurité alimentaire nationale, a décidé de suspendre ses exportations d'huile de soja, dont elle est la première exportatrice mondiale. Après avoir renforcé son stock stratégique de blé grâce aux approvisionnements extérieurs roumains ou encore français, l'Égypte a décidé de suspendre pour trois mois ses exportations d'huile de toutes sortes, de gruau, de blé ou encore de farine pour couvrir les besoins du marché local, notamment en prévision du ramadan. Ainsi, avoir établi des relations avec d'autres exportateurs du top 10 ne garantit en rien l'accès futur à ces ressources.

► Une envolée des prix préoccupante pour la sécurité alimentaire

Outre la question de l'approvisionnement, l'envolée des prix est également source d'inquiétudes depuis le début du conflit. Ce phénomène touche inévitablement toutes les économies, indépendamment de leurs relations actuelles avec les marchés russe et ukrainien. À court terme, la flambée des prix risque d'être bien plus préoccupante que les pénuries réelles de produits de première nécessité.

La crise russo-ukrainienne représente un risque majeur pour la sécurité alimentaire et énergétique en Afrique. Un conflit prolongé pourrait mettre encore davantage en péril les exportations de blé vers la région et continuer à faire grimper les prix. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 avait fait bondir les prix du blé de 25 % en deux mois, ce qui laisse présager de l'ampleur de l'impact à venir dans le cadre du conflit actuel.

Des prix des aliments déjà élevés avant le conflit

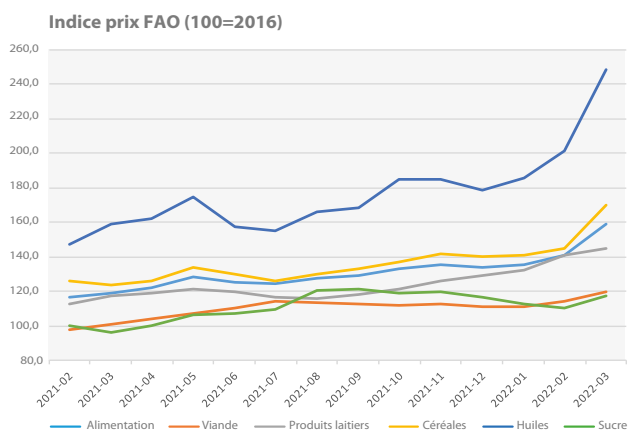
Le conflit actuel ne doit pas occulter le fait que, déjà avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, les prix mondiaux des denrées alimentaires atteignaient des sommets historiques,

provoquant une inflation à deux chiffres des prix alimentaires : +60% pour les huiles et +30% pour les céréales en moyenne en 2021 par rapport à 2020 (FAO).

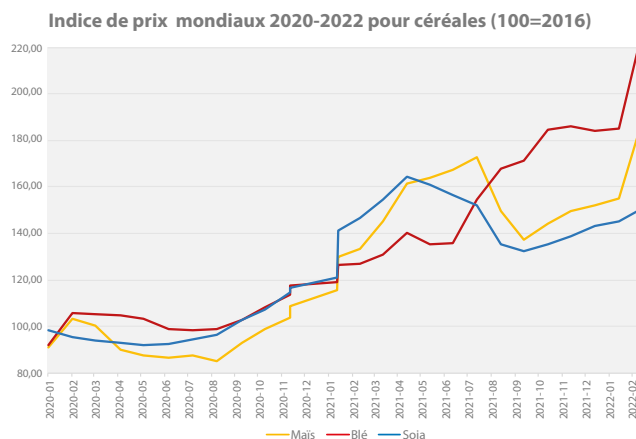
Ces hausses spectaculaires avaient alors déjà un impact disproportionné sur les ménages, en particulier les ménages urbains les plus pauvres. Les prix alimentaires mondiaux n'ont jamais été aussi hauts. En mars 2022, l'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux des produits alimentaires les plus couramment échangés dans le monde, a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990, à 159,3 points, soit plus de 34% de plus que sa valeur un an auparavant (Figure 4a). Cette hausse était principalement imputable à l'explosion des prix des céréales (+37%) et des huiles végétales (+56%), notamment l'huile de tournesol. Dans les jours qui ont précédé la décision de la Russie d'envahir l'Ukraine, les prix de nombreuses produits alimentaire ont connu une flambée au niveau international (Figure 4b): + 54% pour le blé, +31% pour le maïs, + 20% pour le soja et qui s'accroît avec entre février et mars 2022 (+20% pour le blé et +19% pour le maïs en un mois).

L'indice FAO des prix des produits alimentaires a continué de grimper depuis le début du conflit pour atteindre un nouveau niveau record en mars 2022, s'établissant désormais à 159,3 points, soit une hausse de près de 13% par rapport à son niveau de février, et son plus haut niveau depuis sa création en 1990. Cette nouvelle hausse spectaculaire s'explique par les niveaux records atteints par les sous-indices des huiles végétales, des céréales, de la viande et par l'augmentation des sous-indices du sucre et des produits laitiers. La répercussion directe des prix alimentaires mondiaux sur les prix alimentaires nationaux est relativement élevée en Afrique. Les Nations Unies soulignent par ailleurs que la poursuite de la guerre pourrait empêcher les récoltes à venir en Ukraine et en Russie, accentuant encore plus la hausse des prix.

Figures 4 a et b : Evolution des prix agricoles de février 2021 à mars 2022



Source : calcul des auteurs sur base FAO Stat



Source : calcul des auteurs sur base CME Group Chicago

Une forte augmentation du risque d'insécurité alimentaire

Les perturbations de l'offre mondiale et la hausse de l'inflation des denrées alimentaires aggraveront sans aucun doute l'insécurité alimentaire déjà exacerbée par la pandémie de Covid. Le continent africain abrite plus de 65% des plus pauvres au niveau mondial. Près de deux tiers de l'apport calorique de la région proviennent des céréales (maïs, riz et blé) et des racines amyliacées. La hausse des prix du blé est donc particulièrement préoccupante, le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique ayant augmenté de 20% dans le sillage de la pandémie selon l'OMS, pour atteindre près d'un quart de la population en 2021. Cette flambée des prix intervient par ailleurs alors que des événements météorologiques extrêmes tels que la sécheresse dans la Corne de l'Afrique engendrent déjà des pénuries de produits alimentaires. Selon les estimations récentes de la CEDEAO, 28 millions de personnes pourraient être les victimes collatérales de la guerre Russie-Ukraine sur le plan alimentaire.

Parmi les 10 pays pour lesquels le blé représente une part importante des importations totales figurent quatre États fragiles : le Burundi, les Comores, Madagascar et le Zimbabwe. Dans le rapport FAO de mars 2022, cinq pays d'Afrique

subsaharienne, par ailleurs très dépendants des importations de blé en provenance de Russie et d'Ukraine, sont placés en vigilance orange en raison de leurs faibles perspectives de récoltes céréalières en 2022 (l'Angola, Madagascar, le Malawi, le Mozambique et la Zambie). Les importations ne jouant plus leur rôle de protection essentielle contre les déficits des récoltes locales, de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires pèseront lourdement sur les ménages en Afrique, pour lesquels ces denrées représentent environ 40 % des dépenses moyennes (jusqu'à près de 60% au Nigeria, contre environ 15% en France).

La sécurité alimentaire est une problématique cruciale dans de nombreux pays d'Afrique. Avec des filets de sécurité sociale faibles et des opportunités d'emploi limitées, le risque de tensions sociales est bien réel. La flambée mondiale des prix des denrées alimentaires en 2007-2008 et en 2011-2012 avait déclenché des émeutes dans une douzaine de pays d'Afrique et la région a déjà connu plusieurs coups d'État depuis 2020, au Mali, en Guinée ou encore au Soudan et au Burkina Faso. Venant s'ajouter à un ralentissement économique prolongé, les chocs récents sur les prix de denrées alimentaires pourraient alimenter le terreau de nouvelles instabilités et troubles

Tableau 1 : Stocks de céréales depuis 2019

	Production	Disponibilité	Utilisation	Commerce	Stock de clôture	Rapport stock mondiaux/ utilisation	Rapport stock principaux exportateurs/ utilisation
Blé							
2019/20	759,9	1 033,5	751,9	183,9	279,2	36,7	15,5
2020/21	776,6	1 055,8	761,5	189,2	288,3	37,3	15,5
2021/22	775,4	1 063,7	772,8	194,0	291,1	37,1	15,2
Toutes céréales							
2019/20	2 711,5	3 544,9	2 711,3	439,5	825,8	29,9	18,8
2020/21	2 775,1	3 600,8	2 760,7	479,5	831,3	29,7	18,4
2021/22	2 795,6	3 626,9	2 801,6	484,0	835,8	29,1	18,6

Source : calcul des auteurs sur base FAO Stat (en million de tonnes)

sociopolitiques. Les dernières analyses du Cadre harmonisé (CH) indiquent que 27.3 millions de personnes ont besoin d'assistance alimentaire immédiate entre mars-mai 2022 dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et que si des mesures ne sont pas prises, c'est plus de 38.3 millions de personnes qui pourraient être affectées par la crise alimentaire et nutritionnelle en juin-août 2022 suite à la hausse des prix des céréales.

La FAO rappelle cependant dans son rapport mars 2022 que la situation des stocks mondiaux de céréales était satisfaisante début 2022 (Tableau 1). Les projections, avant le début du conflit russo-ukrainien, prévoyaient que les stocks mondiaux de céréales à la fin 2022 connaissent une légère augmentation de +0.5% et +1% pour le blé, en raison de la hausse historique de la production et de la baisse des exportations prévues dans l'Union Européenne.

De même, les premières estimations de la FAO indiquent que la production mondiale de blé devrait connaître une quatrième hausse annuelle consécutive en 2022 pour atteindre 790 millions de tonnes. La plus grande partie de cette croissance devrait être imputable à l'Amérique du Nord. L'envolée des prix des céréales et des huiles précédant le déclenchement de la guerre est davantage lié à des phénomènes spéculatifs dans un contexte de reprise post-Covid globalement inflationniste plutôt qu'à un défaut de stock.

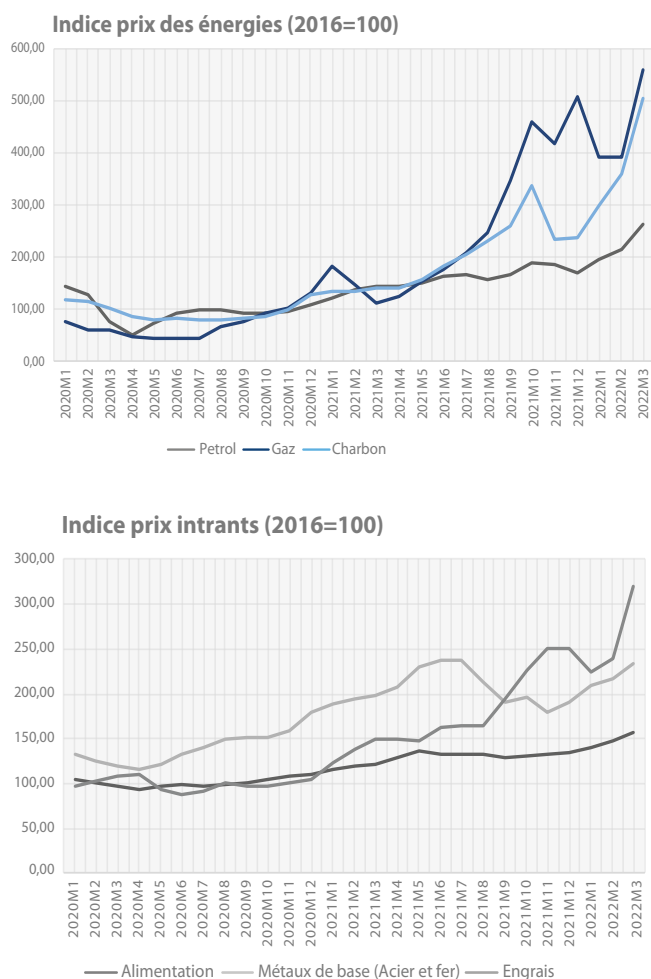
Une explosion des prix des carburants depuis un an

Les prix élevés de l'énergie, dont la Russie est un exportateur important, vont également entraîner une augmentation du coût de la vie et des transports à l'échelle du continent. Selon l'étendue des mécanismes de fixation des prix du pétrole au niveau national, les conséquences se feront également ressentir sur les équilibres budgétaires. Les chiffres du FMI sur l'évolution des prix mondiaux de l'énergie attestent d'une augmentation bien plus forte que pour les prix agricoles, avec en un an, une multiplication par cinq du prix du gaz, par trois pour le charbon et par deux pour le pétrole (Figure 5a). Cette hausse, avant le début du conflit russo-ukrainien, était principalement le fait d'une forte demande en provenance de Chine et de la reprise économique post-covid des économies à l'échelle mondiale. Entre février et mars 2022 les prix des énergies a augmenté de 30% (dont plus de 40% pour le gaz et le charbon).

Si le prix moyen du pétrole devait se maintenir à 100 dollars ou plus le baril en 2022, la facture des importations du continent augmenterait de plus de 15 milliards de dollars selon le FMI. Sur les dix pays les plus vulnérables à la hausse des prix du pétrole, c'est-à-dire très dépendants des importations, huit sont des États fragiles (Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Libye, Mali, Nigéria, Ouganda et Soudan). Le prix du gazole avait déjà plus que triplé à la mi-mars au Nigeria, premier

producteur de pétrole brut en Afrique mais très dépendant des importations.

Figures 5 a et b : Prix des énergies et prix engrais et métaux de construction (indice 100=2016)



Source : calcul des auteurs sur base FMI

Des prix des intrants sous tension

Les prix des intrants tels que les engrais, les métaux fer et acier, dont la Russie et l’Ukraine sont d’importants exportateurs vers l’Afrique, subissent également de fortes hausses. Le Maroc, l’Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, le Kenya et l’Éthiopie sont particulièrement dépendants des exportations russes et ukrainiennes pour les engrais, dont les prix ont déjà augmenté de 100% en un an, tandis que l’Egypte, l’Algérie, le Nigeria

et l’Éthiopie importent d’importants volumes de fer et d’acier, qui ont subi une hausse plus de 50% sur la même période (Figure 5b), entre février et mars 2022 le prix des engrais a augmenté de 34%.

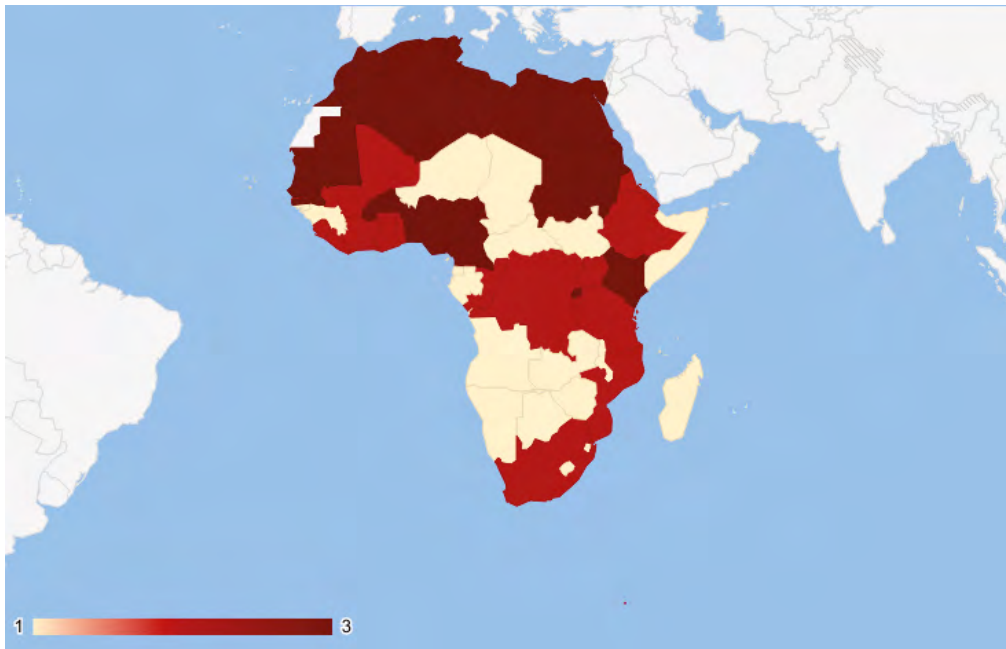
Les pays les plus à risque sont sans surprise ceux qui dépendent le plus des importations en provenance de Russie et d’Ukraine, et qui importent en grande quantité des produits dont les prix sont en forte hausse. Ces deux critères mettent en évidence la forte vulnérabilité de quatorze économies sur le continent africain (supérieur à la médiane sur les deux critères) parmi lesquels figurent de nombreux pays d’Afrique du Nord et de l’Ouest, tels que l’Egypte, l’Algérie, la Tunisie ou encore le Burkina Faso et la Mauritanie. Dix-neuf autres pays africains présentent un risque élevé (supérieur à la médiane sur un des deux critères), notamment en Afrique centrale et australe, tandis que onze économies présentent un risque modéré.

► Une réponse budgétaire limitée...

Ces hausses des prix des denrées alimentaires et de l’énergie interviennent alors que de nombreux pays ne disposent que d’une marge de manœuvre limitée sur le plan budgétaire, la crise de la Covid ayant déjà mis à mal des économies exsangues. Les pays africains vont devoir faire face dans un premier temps à la hausse des prix à la consommation pour les ménages plus modestes, puis devront dans un second temps soutenir le secteur productif face à l’augmentation du coût des intrants, notamment dans les secteurs agricoles et dans le secteur des infrastructures.

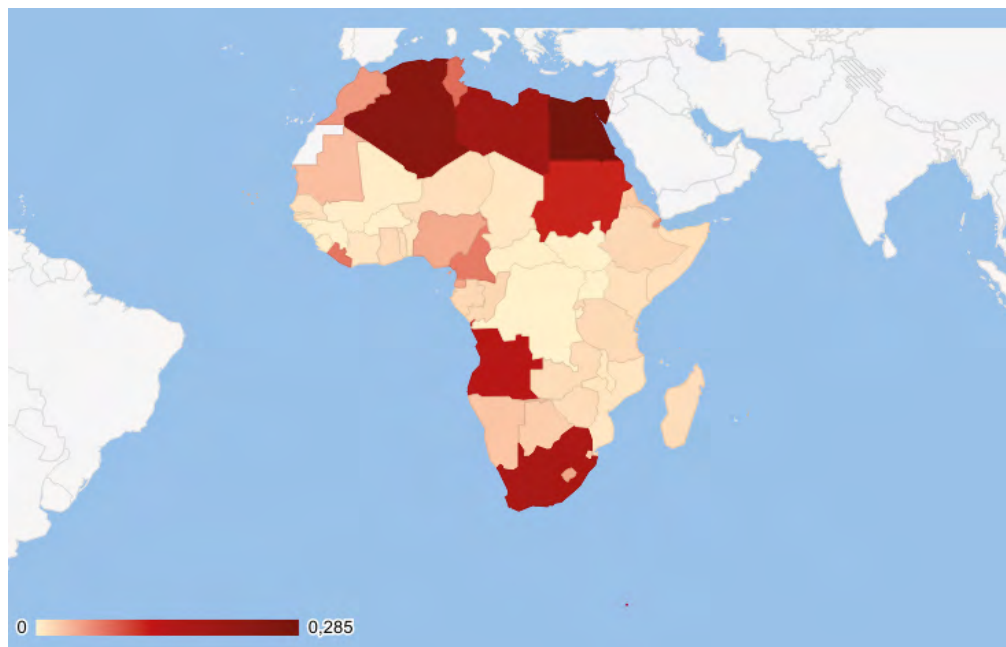
Plusieurs pays ont des programmes de subvention de produits alimentaires et des carburants (Figure 7) mais dans un contexte de fort accroissement de l’endettement public dans la majorité des pays africains, le poids budgétaire de ces subventions pourrait rapidement s’avérer insoutenable pour les gouvernements. Y renoncer revient cependant à courir le risque de déclencher des troubles sociaux.

Figure 6 : Exposition des économies aux risques d'approvisionnement et aux variations des prix des importations de produits en provenance de Russie et d'Ukraine



Source : calcul des auteurs sur base UN Comtrade

Figure 7 : Subventions des énergies fossiles (en % du PIB)



Source : FMI- Fossil Fuel Subsidy

Pour éviter les troubles survenus en 2007-2008 et 2011-2012 suite à des hausses mondiales des prix des denrées alimentaires, les gouvernements continuent à subventionner les produits de première nécessité, à l'image des pays d'Afrique du Nord mais également du Nigéria et de l'Afrique du Sud, qui ont actuellement des programmes de subvention importants et coûteux.

En Egypte, l'augmentation du prix du pain subventionné, gelé depuis des années, fait l'objet d'intenses débats, alors que le prix du pain non subventionné a déjà augmenté de plus de 25%, voire 50% à certains endroits, poussant le président à appeler les opérateurs privés à bloquer eux aussi leurs prix. Au pied du mur du fait de sa dépendance au blé russe et ukrainien, l'Egypte doit augmenter ses subventions publiques pour préserver la paix sociale. Les subventions alimentaires du pays, qui représentaient de 5 à 6 milliards de dollars par an devraient passer cette année à 7 ou 8 milliards. La situation est également dégradée en Tunisie, qui connaît d'importantes manifestations et où les stocks de farine sont rationnés. En Afrique de l'Ouest, malgré une moindre dépendance aux exportations russes et ukrainiennes, les stocks de céréales sont relativement bas et les gouvernements tentent déjà de contenir la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques depuis fin 2021, par des hausses de subventions, interdictions d'exportation ou encore distributions gratuites de denrées alimentaires aux populations les plus vulnérables. La Côte d'Ivoire, confronté à une tendance inflationniste, a renforcé ses mesures depuis le début de la guerre en Ukraine, plafonnant pour trois mois les prix de produits alimentaires de base, et instaurant de nouvelles interdictions d'exportation. Les risques de troubles sociaux dans ces contextes tendus sont élevés.

Des manifestations contre la cherté de la vie ont éclaté au mois de mars au Maroc, suite à l'augmentation des prix des denrées de base et alors que le pays est frappé par une sécheresse historique qui aura des répercussions sur ses récoltes. Les routiers sont également entrés

en grève, exprimant leur mécontentement face à la flambée des prix à la pompe qui les frappe de plein fouet et exigeant le plafonnement du tarif des carburants ainsi que des marges des distributeurs d'hydrocarbures. Le gouvernement leur a promis des subventions. En Afrique du Sud, après une réduction temporaire de la taxe générale sur le carburant, destinée à atténuer l'augmentation des prix, le gouvernement réfléchit à instaurer un plafonnement des tarifs de l'essence et à rationner la quantité de carburant vendue. Le Nigéria avait quant à lui annoncé renoncer une nouvelle fois à la suppression des subventions des carburants début 2022, avant même le début de la guerre russo-ukrainienne, tandis que des pays tels que la RDC ou Madagascar, parallèlement confrontée à la chute de la valeur de sa monnaie, constatent que la subvention des carburants par l'Etat n'est budgétairement plus tenable.

Parallèlement aux politiques étatiques, quelques initiatives panafricaines ont émergé, à l'image celle de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) qui, après avoir décaissé plus de 7 milliards de dollars dans le cadre de la réponse à la pandémie de Covid, lance un programme d'appui aux Etats et aux entreprises du continent pour lutter contre les conséquences économiques de la guerre en Ukraine. Doté d'un montant de 4 milliards de dollars, l'Ukraine Crisis Trade Financing Programme for Africa (UKAFPA) a pour ambition de mettre en place des lignes de crédit destinées à accélérer les recettes d'exportations et à financer les coûts de réorganisation des importations. Des discussions sont également en cours avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Commission de l'Union Africaine et la Zlecaf pour améliorer la coordination des chaînes d'approvisionnement en Afrique.

► ... par des indicateurs macro-économiques dégradés

Les pressions sur les dépenses ne feront qu'augmenter avec l'accroissement de l'insécurité alimentaire et le ralentissement de la croissance, tandis que les turbulences financières mondiales menacent la capacité de nombreux pays à financer leurs déficits.

Un endettement élevé et risqué

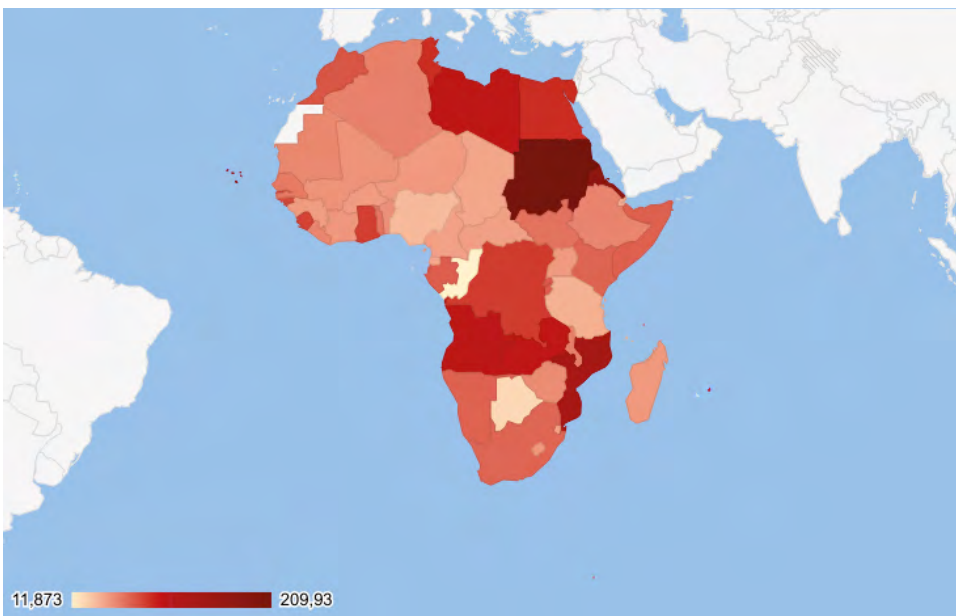
L'endettement public s'est considérablement alourdi au cours des 18 derniers mois, les gouvernements ayant été contraints à emprunter pour financer leur riposte face au Covid-19 et les mesures de relance destinées à atténuer l'impact économique des restrictions prises pour juguler la pandémie. Le ratio dette publique/PIB de l'ensemble du continent africain est au plus haut depuis vingt ans, à plus de 65 % contre 60 % fin 2020. Ce ratio dépasse les 100 % en Angola, au Mozambique, au Soudan et encore au Zimbabwe (Figure 8). Le FMI estime dans son analyse de soutenabilité de la dette que 22 pays d'Afrique subsaharienne sont dans une situation délicate en matière de soutenabilité de la dette. Le Tchad,

le Congo, le Mozambique, la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe sont classés comme étant en détresse, tandis que le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, la Mauritanie, la Sierra Leone et le Sud Soudan sont en situation de risque élevé.

De plus, la substitution d'emprunts multilatéraux à long terme et à faible coût par des émissions privées à coût plus élevé au cours de la dernière décennie a considérablement augmenté la part de la dette libellée en devises et le service de la dette extérieure. Une hausse du risque pourrait déclencher des sorties de capitaux de nombreux marchés émergents et pré-émergents, comme lorsque les marchés pré-émergents d'Afrique subsaharienne ont été touchés au début de la pandémie. Or les pays le plus exposés aux risques liés au conflit sont justement ceux ayant une dette déjà très élevée relativement aux autres économies du continent (Figure 9).

Même si les liens financiers directs avec la Russie ou l'Ukraine sont très limités, les turbulences financières seront mondiales. Jusqu'à présent, les marchés pré-émergents d'Afrique subsaharienne ont globalement évolué en phase avec les marchés mondiaux. Les spreads pour l'Afrique

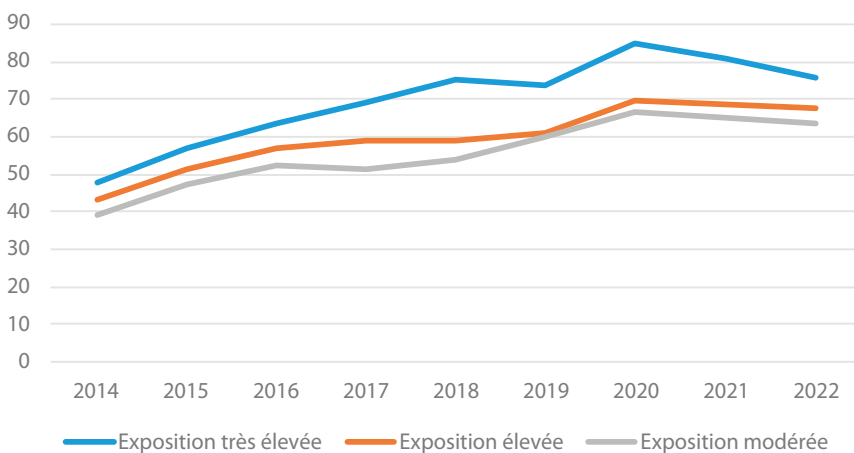
Figure 8 : Soutenabilité de la dette publique (en % du PIB)



Source : FMI, World Economic Outlook

Figure 9 : Endettement plus élevé pour les pays plus exposés aux risques liés au conflit

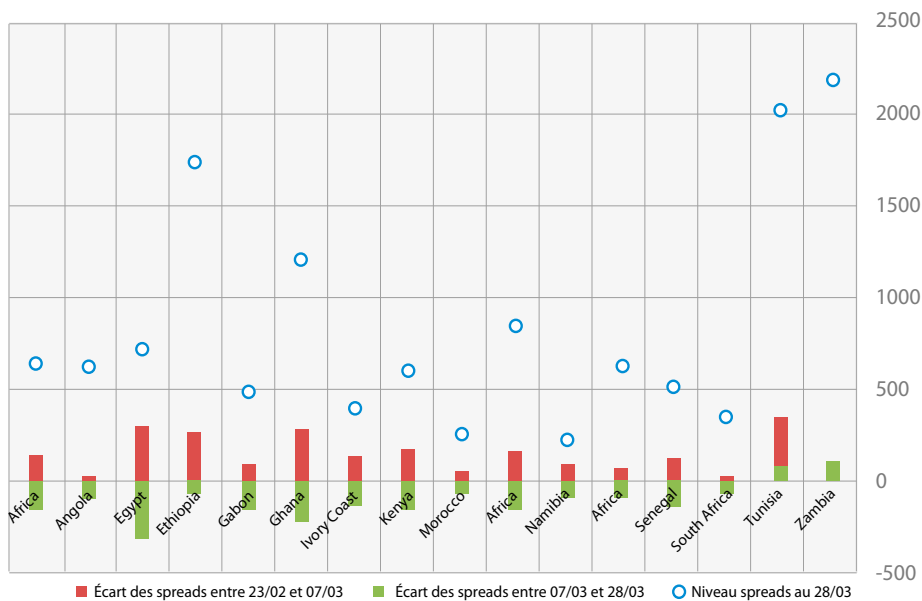
Dette publique (%PIB), selon exposition au risque



Source : FMI, World Economic Outlook

Figure 10 : Evolution des spreads sur la période allant du 23 février au 28 mars 2022

Evolution des spreads sur 23 février au 28 mars 2022



Source : EMBI, JP Morgan

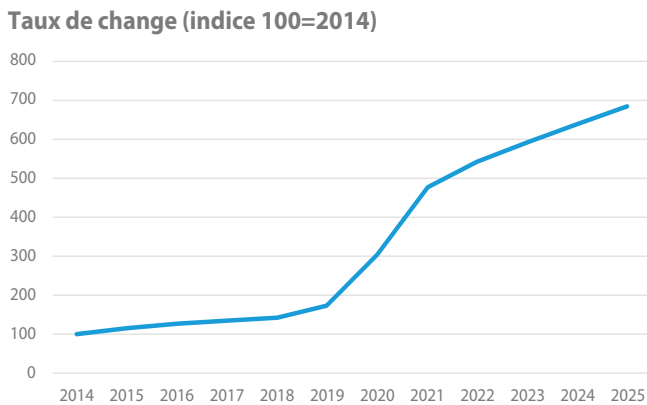
subsaharienne de l'EMBI ont augmenté au cours des deux semaines suivant le début du conflit russo-ukrainien mais ont baissé dans les mêmes proportions au cours des deux semaines suivantes, revenant à leur niveau pré-conflit, à l'exception de la Tunisie (Figure 10). La Tunisie, ainsi que la Zambie, le Ghana et l'Éthiopie, pays historiquement sensibles aux changements de l'aversion pour le risque au niveau mondial, restent à surveiller en raison de leurs spread élevés.

Et de multiples tensions macroéconomiques

La montée des incertitudes et l'imposition de sanctions pourraient perturber les flux de capitaux vers l'Afrique au moment où ils sont le plus nécessaires. Cela augmenterait les coûts des emprunts internationaux et exercerait une pression à la baisse sur les taux de change, avec des effets négatifs sur la capacité du continent à faire face à ses obligations extérieures. Or les prévisions du FMI avant le conflit anticipaient déjà une forte dépréciation des devises sur le continent depuis 2019 (Figure 11). L'équilibre entre la stabilisation de la dette, les dépenses de développement et la mobilisation des recettes deviendrait être d'autant plus difficile à maintenir.

Pour les 43 pays importateurs net d'énergie, la hausse des prix du pétrole et du gaz représentera un choc négatif important au niveau des termes de l'échange, qui aggravera le déficit des

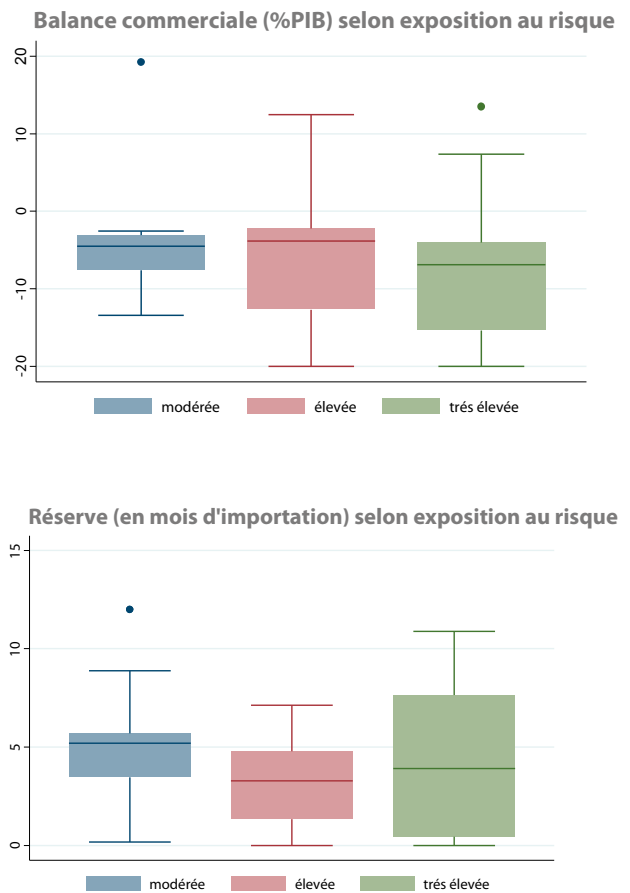
Figure 11 : Dépréciation des devises sur le continent



Source : FMI, World Economic Outlook

soldes budgétaires et commerciaux, avec un impact particulièrement négatif sur ceux dont les réserves sont déjà limitées (Figure 12). Or les pays les plus exposés aux risques du conflit présentent déjà des balances commerciales plus déficitaires et ne disposent que de peu de réserves. Une baisse de recettes du tourisme semble par ailleurs inévitable, et impactera particulièrement les économies dépendantes des touristes en provenance de Russie et d'Ukraine, à l'image de l'Égypte, pays pour lequel ils représentent un tiers des touristes.

Figure 12 : Balance commerciale et réserves en 2021



Source : FMI Note distribution dans chaque groupe de pays, selon leur exposition au risque du conflit

► Une opportunité dans les énergies ...et les minerais ?

La hausse des prix des produits énergétiques, qui ont retrouvé leurs niveaux de 2011-2014 pour le pétrole et de 2004-2009 pour le gaz, aura des effets hétérogènes en Afrique.

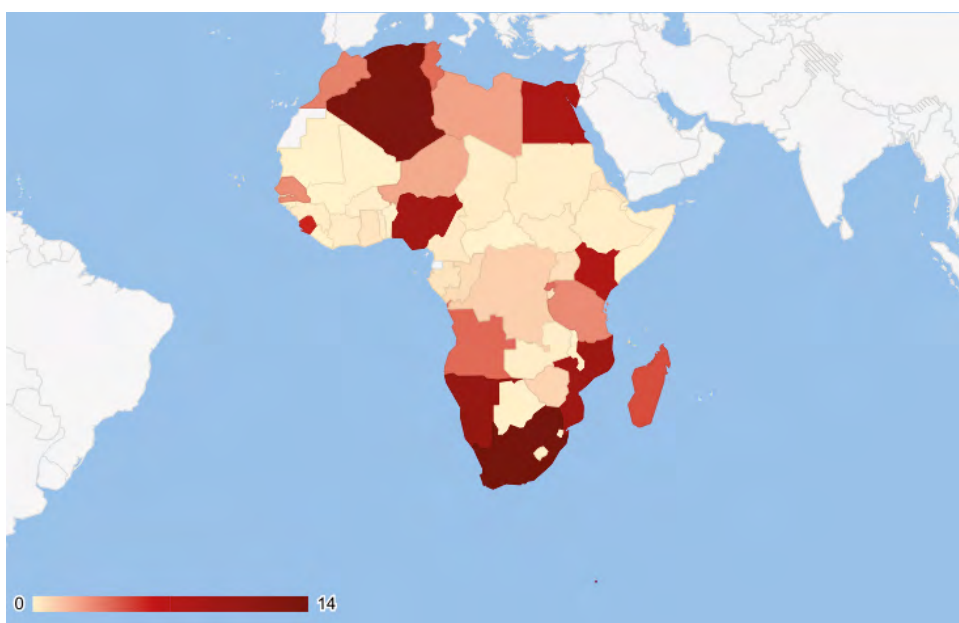
Les pays africains exportateurs de pétrole et de gaz naturel, de plus en plus nombreux sur le continent, bénéficient à court terme de cette augmentation, qui contribue à atténuer le choc négatif sur les termes de l'échange résultant de la flambée des prix des produits alimentaires. A titre d'exemples, le Nigeria, l'Angola et dans une moindre mesure le Cameroun bénéficieront de la hausse des cours du pétrole mais sont également confrontés à des difficultés en termes de capacités de production.

Une autre opportunité de croissance se présentera pour l'Afrique si l'Europe s'efforce effectivement de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Le Nigeria, le Sénégal, le Mo-

zambique et la Tanzanie, qui représentent plus de 10 % des réserves connues de gaz naturel dans le monde, pourraient bénéficier de la diversification énergétique de l'Europe, d'autant plus que l'Union européenne a récemment pris la décision de classer le gaz comme énergie durable. Les nouveaux producteurs comme la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou la Mauritanie pourraient en bénéficier. Si en 2018 l'Afrique subsaharienne fournissait 10 % de la production globale de gaz naturel liquéfié, avec 28 millions de tonnes par an, le cabinet d'analyse Akap Energy prévoit qu'en 2025, cette capacité de production africaine aura augmenté de 150 % pour atteindre 15 à 20 % du marché mondial. Attirer les acheteurs européens nécessiterait toutefois d'importants investissements. La forte demande en gaz devrait engendrer le développement de nouvelles installations, notamment pour le gaz naturel liquéfié, ou d'infrastructures, et accélérer le développement de nouveaux projets.

En l'état actuel, la réorganisation de l'approvisionnement en gaz autour du gaz

Figure 13 : Pays exportateurs de combustibles (gaz, pétrole et charbon), de métaux précieux et de minerais également exportés par la Russie et Ukraine (Part dans les exportations mondiales)



Source : calcul des auteurs sur base UN Comtrade¹

1. Les produits exportés par Russie et Ukraine sont des minerais (plomb, tungstène, uranium, titane) des combustibles minéraux (houille, lignite, huile et gaz de pétrole) et des métaux précieux

africain demeure complexe d'un point de vue logistique, notamment pour l'Algérie, premier exportateur de gaz africain et considérée comme la meilleure alternative. Sa production ne serait pas suffisante et fait l'objet de désaccords diplomatiques avec le Maroc. Alger a en effet pris la décision fin octobre 2021 de ne pas reconduire le contrat du gazoduc Gaz Maghreb Europe (GME) passant par le Maroc, alors que le Maroc couvrait 97% de ses besoins en prélevant directement du gaz transitant sur son territoire et en l'achetant à un tarif préférentiel à Sonatrach. Les livraisons de gaz algérien à l'Europe via l'Espagne se font depuis exclusivement par le gazoduc sous-marin Medgaz et l'Espagne a annoncé en février 2022 prendre le relais de l'Algérie pour approvisionner le Maroc en gaz via le GME.

Enfin, certains pays du continent pourraient bénéficier d'un effet de demande face aux possibles problèmes d'acheminement des exportations russes de minerais et d'or ou en cas d'embargo sur les métaux russes (Figure 13). Des pays d'Afrique subsaharienne à l'image de l'Afrique du Sud, du Ghana ou encore de la Tanzanie pourraient également profiter de la hausse des cours des métaux, tels que le nickel ou des platinoïdes.

► Conclusion

Les pays d'Afrique ne sont pas épargnés par les effets de la crise provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 et y sont pour certains particulièrement vulnérables. La plupart des pays du continent sont affectés par de multiples canaux, en particulier les difficultés d'approvisionnement ainsi que la flambée des prix internationaux des denrées alimentaire et de l'énergie. La hausse des taux d'intérêts mondiaux, en particulier si le conflit se poursuit, aura également des effets négatifs importants sur les pays du continent dépendant des marchés financiers et les conséquences pour les pays d'Afrique pourraient être lourdes.

La crise frappe la région à un moment où les pays ne disposent que d'une marge de manœuvre minimale, voire inexistante, pour contrer ces nouveaux chocs. Les conséquences du conflit russo-ukrainien intensifieront sans aucun doute les pressions économiques et les cicatrices auxquelles des millions de ménages et d'entreprises étaient déjà confrontés à la suite de la pandémie de Covid-19.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30

n° ISSN : 2275-5055

